



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

VILLE DE TAVERNY

## DÉCISION DU MAIRE N° 2024 - 566

### CONTRAT DE LOCATION D'UN LOGEMENT COMMUNAL AFFECTÉ AU PARC LOGEMENT PRIVÉ

LE MAIRE DE TAVERNY,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment en ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

**Vu** la délibération n° 35-2020-JU06 du conseil municipal du 25 mai 2020 modifiée, prise en application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code général de la propriété des personnes publiques,

**Vu** le code de l'éducation et notamment en ses articles L212-5 et L921-2,

**Vu** l'article 40V de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989,

**Vu** la délibération n°2010-05DEEJ02 du Conseil Municipal en date du 25 juin 2010 relative à la revalorisation des loyers des logements du parc privé,

**Considérant** que la Commune dispose de logements communaux affectés au parc privé ;

**Considérant** que ces logements sont attribués de manière prioritaire aux instituteurs de la Commune de Taverny mais peuvent être proposés à discrétion suite à une sollicitation ;

**Considérant** que la mise à disposition de ces logements est consentie à titre précaire et révocable ;

**Considérant** qu'il y a nécessité de signer un contrat de location pour fixer les modalités de mise à disposition de ces logements avec chacun des bénéficiaires.

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

095-219506078-

20240913-2024-566-AR

Réception en sous-préfecture le : 17 SEP. 2024

Publication le : 17 SEP. 2024

## DÉCIDE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le contrat de location d'un logement communal affecté au parc logement « privé » et ses éventuels avenants est signé avec Monsieur BENCHELEF Samir.

### Article 2 :

Le contrat de location est conclu à compter du **6 août 2024 jusqu'au 31 août 2025**.

Le montant du loyer est fixé selon le tableau annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2010 relative à la revalorisation des loyers des logements privés de la ville soit un montant mensuel de **714.64 euros**.

### Article 3 :

Les recettes occasionnées seront imputées au budget communal des exercices 2024 et suivants.

### Article 4 :

La présente décision sera publiée de manière dématérialisée sur le site internet de la Commune et inscrite au registre des délibérations et des décisions du Maire dont ampliation sera transmise à la Sous-préfecture d'Argenteuil et au comptable public assignataire de la Commune.

### Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Taverny dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de manière dématérialisée, sur le site internet de la Commune, disponible à l'adresse suivante : <https://www.ville-taverny.fr>.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4 Boulevard de l'Hautil à Cergy-Pontoise (95027), dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la décision de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le Tribunal Administratif peut également être saisi directement par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**Fait à Taverny, le 13 Septembre 2024**

**Le Maire,**



**Florence PORTELLI**